



CSE – 30 04 2026

Mesdames et Messieurs les membres de la Direction,

**FO Action Logement** prend la parole aujourd'hui pour dénoncer une situation sociale qui devient de plus en plus difficilement tenable pour les salarié(e)s de notre UES.

### **Un constat de déconnexion alarmant**

Par notre lettre ouverte du 30 mars dernier, nous vous avons alerté sur l'explosion des prix du carburant : en moyenne, **2,30 € pour le gazole** et **2,00 € pour l'essence** et qui restent à des niveaux très importants. Pour beaucoup de nos collègues, utiliser un véhicule pour aller travailler n'est pas un choix, c'est une obligation et représente une partie toujours plus importante de leur salaire, consacré aux seuls trajets domicile/travail.

Vous avez répondu à notre lettre ouverte du 30 mars dernier, alertant de la situation sociale dégradée, le 16 avril dernier, par un mail dont la teneur est, disons-le franchement, déconnectée des réalités des salarié(e)s de l'UES. Votre réponse, face à l'urgence sociale que nous décrivons, nous renvoie vers d'éventuelles annonces de l'État, tout en affirmant qu'Action Logement « n'a pas prévu à ce stade d'ouvrir des négociations ».

### **L'entreprise doit agir, pas attendre**

Action Logement ne peut pas, ne doit pas, se cacher derrière les pouvoirs publics alors que nous sommes un acteur majeur du secteur social et solidaire, prônant des valeurs d'entraide et d'humanité. Il est de votre **responsabilité sociale** d'activer dès maintenant des leviers concrets pour protéger le pouvoir d'achat de celles et ceux qui font vivre l'entreprise. Ces leviers peuvent prendre plusieurs formes :

- **Une flexibilité organisationnelle temporaire** : Passage à **3 jours de télétravail** par semaine (pour une réduction de 20% des frais de carburant), voire un aménagement des horaires pour les métiers en agence, tout cela **SANS AUCUN COUT FINANCIER POUR L'ENTREPRISE**,
- **Un soutien financier direct** : Revalorisation immédiate de la prime transport (actuellement plafonnées à un montant dérisoire de **200 €/an**) et la revalorisation du Forfait Mobilités Durables,
- **Une aide d'urgence** : Mise en place d'une compensation financière directe face à la crise énergétique.

En conclusion, attendre des mesures gouvernementales n'est pas une stratégie, l'UES doit immédiatement se saisir de la situation. Il n'est plus concevable de se retrancher derrière des "signaux" ou des espoirs de politique publique, car les salariés, eux, attendent des **actes concrets** de notre entreprise, tandis que FO Action Logement attend l'ouverture de négociations.

Quand allez-vous saisir l'urgence sociale de la situation actuellement vécue par les salariés de l'UES ?

**FO Action Logement**